

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1051 le 11 novembre 2018

Dans ce numéro

**En Turquie,
24 interpellations dans le
cadre d'une enquête sur le
financement du groupe
État islamique...**

(Page 2)

**Dans une vidéo Amadou
Koufa appelle les Peuls à
poursuivre le djihad en
Afrique de l'Ouest...**

(Page 3)

**Inauguration à Dakar
d'une École nationale de
cybersécurité à vocation
régionale...**

(Page 4)

**Risque grandissant d'une
convergence potentielle
de l'État islamique et d'Al-
Qaïda, selon le directeur
du FSB...**

(Page 5)

**Un ex-officier supérieur de
l'armée autrichienne
soupçonné d'espionnage
au profit de la Russie...**

(Page 6)

**Plusieurs dizaines de
comptes soupçonnés
d'être liés à des entités
étrangères fermés par
Facebook...**

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

*– Les textes sont des relevés
d'écoute de la radio ; la
formulation est donc celle du
média cité. Les titres, par
contre, sont de notre
rédaction.*

**Diffusion d'une vidéo d'Abubakar Shekau portant le logo du groupe
État islamique en Afrique de l'Ouest...**

Dans une nouvelle vidéo Abubakar Shekau, le leader historique de Boko Haram, revendique plusieurs attaques qui ont eu lieu cette semaine dans le nord-est du pays. C'est la première apparition d'Abubakar Shekau depuis juillet. Détail intrigant, la vidéo utilise le logo arabe et le drapeau noir du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest, une faction de Boko Haram pourtant rivale de la sienne. Cela pourrait indiquer un rapprochement entre les deux groupes.

(Médi-1, le 10-11-2018)

**Quatre membres présumés d'Al-Shabaab tués dans une frappe
aérienne américaine, dans le sud de la Somalie...**

L'armée américaine a déclaré dimanche avoir lancé une frappe aérienne samedi près d'Araara, dans le sud de la Somalie, tuant quatre militants shabaab. Le Commandement américain en Afrique (AFRICOM) a indiqué que le raid avait été effectué en coopération avec le gouvernement somalien. « Nous estimons pour le moment que cette frappe aérienne a tué quatre terroristes. Nous estimons qu'aucun civil n'a été blessé ou tué dans cette frappe aérienne » a déclaré l'AFRICOM dans un communiqué. L'armée américaine a précisé que cette frappe avait été organisée lorsque des militants armés avaient été repérés en train de manœuvrer pour attaquer une patrouille alliée. « Aucun membre de l'armée américaine n'était présent sur le terrain au cours de cette opération dirigée par la Somalie » a souligné l'AFRICOM. Les forces américaines, en coordination avec le gouvernement somalien et la mission de maintien de la paix de l'Union africaine en Somalie, conduisent des opérations contre le groupe Al-Shabaab en Somalie, dans le but de lutter contre les capacités de cette filiale d'Al-Qaïda à recruter et entraîner des troupes et à organiser des attaques terroristes.

(Radio Chine internationale, le 05-11-2018)

**Début des exercices navals conjoints sud-coréano-américains
KMEP...**

L'infanterie de marine de Corée du Sud entame aujourd'hui avec son homologue américaine les exercices navals conjoints KMEP, qui vont durer deux semaines au large de Pohang, une ville côtière du sud-est de la péninsule. Cette manœuvre militaire annuelle mobilise au total près de 500 soldats, dont ceux de la 3e force expéditionnaire navale américaine stationnée à Okinawa, au Japon. L'entraînement militaire sud-coréano-américain aurait dû avoir lieu à 19 reprises cette année. Or, les progrès dans le dialogue intercoréen et les négociations entre P'yongyang et Washington ont amené à les réduire à 11. Les deux alliés envisagent de procéder à 23 exercices communs supplémentaires au cours des douze prochains mois. Ils décideront d'ailleurs de maintenir ou non leurs deux exercices annuels de grande ampleur, *Key Resolve* et *Foal Eagle*, prévus au printemps prochain.

(KBS World Radio, le 05-11-2018)

En Turquie, 24 interpellations dans le cadre d'une enquête sur le financement du groupe État islamique...

La police turque a interpellé lundi 24 suspects dans le cadre d'une enquête sur les activités financières internationales de l'État islamique, a rapporté l'agence de presse étatique *Anadolu*. Selon la presse, la police a lancé plusieurs opérations simultanées contre le groupe terroriste dans 11 provinces du pays, après avoir obtenu des mandats d'arrêt auprès du bureau du procureur de la province de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie. Les suspects sont soupçonnés d'avoir transféré de l'argent à l'État islamique en Syrie, au Liban, en Irak, en Indonésie et en Libye. La police a également saisi environ 1,3 million de livres turques (240 000 dollars), ainsi que des dollars, des euros et des livres syriennes. (*Radio Chine internationale, le 06-11-2018*)

Dix-neuf djihadistes présumés auraient été abattus par la police, selon le ministère égyptien de l'Intérieur...

En Égypte, dix-neuf djihadistes présumés liés à l'attentat anti-coptes qui a fait sept morts vendredi à Minya dans le centre du pays, ont été tués dans un échange de tirs avec la police, a annoncé hier le ministère de l'Intérieur. Au moins sept autres personnes ont été blessées dans cet attentat revendiqué par le groupe État islamique contre un bus transportant des fidèles chrétiens coptes près du monastère de saint Samuel en plein désert dans la province de Minya. (*La voix de l'Amérique, le 05-11-2018*)

Hier, le ministère de l'Intérieur égyptien a annoncé avoir tué dix-neuf djihadistes qui feraient partie d'une cellule terroriste à l'origine de cette attaque contre le bus des pèlerins coptes. Mais cette version est largement mise en doute par les experts. Selon le ministère ces hommes se cachaient dans une tente dans une zone montagneuse du désert occidental et sont les auteurs de l'attaque sanglante qui a une nouvelle fois visé la communauté copte en Moyenne Égypte. Mais cette version des autorités est largement mise en doute. Aucun détail n'a été fourni sur le déroulé du raid policier. On ne connaît pas non plus l'identité des hommes qui ont été abattus. Y a-t-il eu des blessés parmi les policiers lors des échanges de tirs ? Là encore pas de réponse. Les experts relèvent aussi que les armes qui semblent avoir été placées près des suspects ne sont pas chargées. Le cran de sécurité est resté activé. Étonnant pour des combattants de l'État islamique sensés être en alerte maximale. (*Radio Vatican, le 05-11-2018*)

À Mogadiscio, au moins vingt morts après un double attentat à la voiture piégée revendiqué par Al-Shabaab...

La capitale somalienne Mogadiscio a été frappée hier par un double attentat à la voiture piégée. Au moins vingt personnes ont été tuées, quarante autres blessées. Un kamikaze a également fait sauter sa ceinture d'explosifs. Ces attaques revendiquées par les islamistes d'Al-Shabaab ont eu lieu à proximité d'un hôtel où ont l'habitude de séjourner des responsables politiques somaliens. La plupart des victimes sont des civils. (*Radio Vatican, le 10-11-2018*)

La police somalienne revoit le bilan à la hausse après l'attentat d'hier à Mogadiscio, 39 morts, disent les autorités, et 40 blessés. Jusqu'ici, on parlait d'une vingtaine de victimes. L'attaque complexe a ciblé visiblement un hôtel très prisé des responsables politiques somaliens. À proximité du bâtiment deux voitures piégées ont explosé avant que des hommes armés tentent de prendre d'assaut l'établissement. (*Médi-1, le 10-11-2018*)

Au Burkina Faso, deux militaires tués par l'explosion d'un engin piégé au passage de leur véhicule...

Le Burkina Faso, frontalier du Mali et du Niger est le théâtre d'attaques terroristes depuis 2015. Hier soir encore deux militaires ont été tués et trois autres blessés à Nassoumbou, près de la frontière malienne. Leur véhicule a roulé sur un engin explosif artisanal. (*Médi-1, le 06-11-2018*)

Deux militaires burkinabè ont été tués et trois blessés lundi soir à Nassoumbou, dans le nord du

Burkina Faso, près de la frontière malienne, par l'explosion d'un engin artisanal, selon des sources sécuritaires. « Un véhicule de l'armée a sauté sur un engin explosif artisanal aux environs de Nassoumbou une commune rurale située à une trentaine de kilomètres de Djibo » a rapporté à l'AFP une source sécuritaire. « Trois autres militaires ont été blessés dont deux grièvement » a poursuivi cette source, précisant que cet incident est survenu au retour d'une mission de sécurisation. Une seconde source sécuritaire a confirmé l'incident, évoquant une grosse opération de déminage entreprise par les forces de défense dans les zones du nord et de l'est.
(La voix de l'Amérique, le 06-11-2018)

Au Burkina Faso, nouvelle attaque djihadiste contre une gendarmerie...

« Ce jeudi matin aux environs de 6h00 (locales et GMT), des individus armés ont attaqué la gendarmerie de Namsiguian, à 175 km de la capitale Ouagadougou » a déclaré à l'AFP un responsable des services de sécurité. « Un gendarme a été grièvement blessé » a-t-il ajouté sous couvert d'anonymat en attribuant l'attaque à des militants djihadistes. Selon une autre source sécuritaire, l'attaque a duré une vingtaine de minutes avant d'être repoussée par les forces de défense et de sécurité. Cette attaque est la première à Namsiguian, à 35 km de Djibo, grande ville du nord du Burkina Faso et chef-lieu de la province du Soum, dont la gendarmerie avait également été attaquée mi-octobre.
(Africa N°1, le 08-11-2018)

Au nord-est de Bamako plus de vingt écoles fermées suite à des menaces djihadistes...

Près de 2 000 élèves maliens sont interdits d'école depuis une semaine au nord-est de Bamako en raison de menaces de présumés djihadistes qui exigent l'instauration d'un enseignement exclusivement religieux, a appris mardi l'AFP auprès d'enseignants et d'élus locaux. « Les djihadistes sont venus la semaine dernière à moto dans notre village. Ils ont regroupé tout le monde dans une mosquée » a déclaré à l'AFP un enseignant de Toubakoro, près de la localité de Banamba, à environ 140 km au nord-est de Bamako, qui n'a pas souhaité être nommé. « Les djihadistes armés ont demandé de fermer toutes les écoles où le français est enseigné et désormais d'enseigner le Coran » a poursuivi la même source, soulignant qu'ils ont clairement menacé de juger et de punir ceux qui ne vont pas respecter la nouvelle loi. De sources concordantes, ces présumés djihadistes se réclament du prédicateur radical peul Amadou Koufa, dont le groupe est apparu il y a trois ans dans le centre du Mali, région située à l'est de Banamba. Ils ont proféré les mêmes menaces la semaine dernière dans les localités voisines de Dandougou, Balala et Ngounado, selon des sources contactées par l'AFP. « Dans les mosquées, ils ont demandé la fermeture des écoles françaises » a déclaré à l'AFP Aboubacar Ndiaye, un élu local qui par mesure de précaution s'est réfugié à Bamako. « Aujourd'hui, plus de 20 écoles sont fermées dans cinq localités. Ce sont près de 2 000 élèves qui ne vont plus à l'école » a-t-il indiqué. « Il y a une panique des populations dans ces localités. C'est la première fois qu'on demande aussi clairement la fermeture des écoles. C'est inquiétant, parce que c'est à moins de 200 km de Bamako » a souligné cet élu.
(Africa N°1, le 06-11-2018)

Dans une vidéo Amadou Koufa appelle les Peuls à poursuivre le djihad en Afrique de l'Ouest...

Trois importants chefs djihadistes au Mali, l'ex-chef rebelle touareg malien Iyad Ag-Ghaly, l'Algérien Djamel Okacha et le prédicateur radical peul Amadou Koufa sont apparus dans une vidéo diffusée hier soir pour appeler à poursuivre le djihad. Leur message est adressé en particulier aux peuls d'Afrique de l'Ouest. Portant un turban noir sur la tête Amadou Koufa dont le groupe est apparu il y a trois ans dans le centre du Mali, a été le seul à s'exprimer et en langue peul. Il s'en est pris en particulier à la France.
(La voix de l'Amérique, le 09-11-2018)

Trois importants chefs djihadistes au Mali, l'ex-chef rebelle touareg malien Iyad Ag Ghaly, l'Algérien Djamel Okacha et le prédicateur radical peul Amadou Koufa, apparaissent dans une vidéo diffusée jeudi soir, appelant à poursuivre le djihad. Leur message est adressé en particulier aux Peuls d'Afrique de l'Ouest. Portant un turban noir sur la tête, Amadou Koufa, dont le groupe est apparu il y a trois ans dans le centre du Mali, est le seul à s'exprimer, en langue peule. Il est entouré du Touareg Iyad Ag Ghaly, chef du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans et de Djamel Okacha, dit Yahia Aboul Hammam, dirigeant d'Al-Qaïda au Maghreb islamique. Amadou Koufa, qui dit parler au nom d'Ag Ghaly, invite les musulmans en général à faire le djihad, avant de s'adresser en particulier aux

membres de l'ethnie peule. « Mes frères peuls, où que vous soyez, souvenez-vous de ces mots : venez soutenir votre religion, car l'islam et les musulmans sont combattus, dévastés et brûlés » selon ses propos sous-titrés en anglais dans la vidéo. « J'en appelle aux Peuls où qu'ils se trouvent : au Sénégal, au Mali, au Niger, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Nigeria, au Ghana et au Cameroun » poursuit-il, fustigeant en particulier la France. Traditionnellement, Djamel Okacha mène des opérations militaires dans la région de Tombouctou, Iyad Ag Ghaly dans la région de Kidal, à la frontière entre le Mali et l'Algérie, tandis qu'Amadou Koufa est censé diriger ses troupes dans le centre du Mali. Les trois hommes, bien que particulièrement recherchés, réussissent un tour de force en apparaissant côte à côte et en affichant leur unité et leur détermination, démontrant leur connaissance du terrain et leur mobilité malgré la présence d'un important dispositif sécuritaire déployé par les autorités maliennes et par les forces internationales présentes depuis des années au Mali.

(Africa N°1, le 09-11-2018)

Au Nigeria, les djihadistes de Boko Haram intensifient leurs attaques contre des bases militaires...

Au moins seize soldats nigériens sont portés disparus après une attaque attribuée au groupe djihadiste Boko Haram contre la ville de Kukawa, dans la région du lac Tchad, a-t-on appris mardi de sources militaires et sécuritaires. Des combattants, vraisemblablement liés au groupe État islamique en Afrique de l'Ouest, ont attaqué un marché local et une base militaire dans la soirée de lundi. « Nos troupes ont engagé un combat féroce » a rapporté un officier, en poste dans la capitale de l'État du Borno, Maïduguri. « Pour l'instant, nous avons enregistré seize soldats disparus, mais nos équipes de recherche ont été déployées » a-t-il dit, sous couvert de l'anonymat, sans mentionner de pertes humaines dans le camp de l'armée ou dans celui des djihadistes. Les insurgés ont pillé la base militaire - notamment le matériel médical - ainsi que le marché. Deux véhicules blindés de l'armée ont été détruits. Un membre des milices civiles, qui appuie l'armée dans le combat contre Boko Haram, a toutefois fait mention d'un civil tué pendant les combats. « Les insurgés ont attaqué la ville vers 17h25 (16h25 GMT) et ont commencé à piller le marché et à voler l'argent des civils, particulièrement les marchands de bovins » a rapporté le milicien. Ils ont ensuite attaqué la base militaire, forçant les soldats à se retirer, a-t-il assuré, avançant également le chiffre de seize disparus. Cette attaque fait suite à un autre incident, quelques heures auparavant, dans une base militaire à Kumshe, près de la frontière du Cameroun. L'armée de l'air a été aussitôt déployée et l'attaque a pu être contrôlée, selon une source militaire dans la région. Boko Haram a intensifié ses attaques au cours des derniers mois contre les bases militaires de Borno et de l'État voisin de Yobe, en dépit des affirmations des militaires selon lesquels les forces régulières ont pris le dessus sur les djihadistes. Des dizaines de soldats sont régulièrement tués, blessés ou portés disparus, mais les militaires démentent ou minimisent leurs pertes.

(Africa N°1, le 07-11-2018)

Inauguration à Dakar d'une École nationale de cybersécurité à vocation régionale...

Les chefs des diplomaties française et sénégalaise ont inauguré mardi à Dakar une école de cybersécurité destinée à renforcer les capacités des États africains à lutter contre les cyberattaques, la diffusion de messages extrémistes et les groupes terroristes, ont rapporté des journalistes de l'AFP. « Aucun pays ne peut se prémunir à lui seul des cyberattaques » a souligné le ministre sénégalais des Affaires étrangères, Sidiki Kaba, lors d'une cérémonie officielle en présence de son homologue français, Jean-Yves Le Drian. « La création de l'École nationale en cybersécurité à vocation régionale (ENVR) invite au renforcement de la coopération, seul moyen de prévenir et de réduire les cyberattaques par la définition et l'acquisition de la technologie la plus appropriée pour protéger des informations stratégiques et favoriser le partage d'informations sur les groupes terroristes » a dit M. Kaba. « Les phénomènes d'usage d'internet à des fins terroristes, pour le financement du terrorisme et la diffusion de discours extrémistes encourageant à la radicalisation, constituent des menaces pour la stabilité de ces États » a expliqué dans un communiqué le ministère français des Affaires étrangères. « L'utilisation d'internet à des fins criminelles pour extorquer de l'argent ou détourner des systèmes de transfert constitue également un défi à la sécurité. En outre, le cyberspace ne connaissant pas de frontière, cette criminalité peut potentiellement affecter les États au-delà du continent africain ». La création de l'école avait été annoncée en 2017 lors de la 4e édition du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, dont la 5e édition devait s'achever mardi. L'école est provisoirement installée à Dakar, dans les locaux de l'École nationale d'administration (ENA), avant son prochain

déménagement à Diamnadio, ville nouvelle en construction à une trentaine de kilomètres de la capitale sénégalaise. Le nouvel établissement dispensera des enseignements en sécurité informatique, en cybercriminalité, en renseignement numérique et en cyber-gouvernance pour des membres des forces de l'ordre, de la justice et d'entreprises privées. Il vise aussi à renforcer la coopération franco-africaine de sécurité et de défense et à la création d'un pôle de référence en Afrique, selon les autorités françaises. « Internet ne peut pas être une zone de non-droit qui échappe au contrôle de nos sociétés » a souligné Jean-Yves Le Drian, en estimant que l'école permettra de renforcer les capacités des États africains à exercer leur souveraineté sur le cyberspace.

(Africa N°1, le 07-11-2018)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Le gouvernement allemand critiqué par Hans-Georg Maassen lors d'une cérémonie en présence des chefs des services de renseignement européens...

L'ancien patron des services de renseignement allemands Hans-Georg Maassen devait occuper les fonctions de conseiller spécial au ministère de l'Intérieur, fonctions auxquelles il avait été promu après son limogeage de la tête des renseignements. Or un porte-parole du ministère a annoncé hier que des déclarations récentes de M. Maassen faisaient l'objet d'un examen. L'ex-patron des renseignements aurait eu des propos jugés très critiques à l'encontre du gouvernement allemand lors d'une cérémonie d'adieu rassemblant le mois dernier les chefs des services de renseignement européens. Hans-Georg Maassen risque soit de perdre son nouveau poste ou de se retrouver à la retraite.

(Deutsche Welle, le 05-11-2018)

Risque grandissant d'une convergence potentielle de l'État islamique et d'Al-Qaïda, selon le directeur du FSB...

Les directeurs des services de sécurité et de renseignement russes ont mis en garde mercredi contre une éventuelle fusion de l'État islamique et d'Al-Qaïda, qui conduirait à une aggravation de la menace terroriste mondiale. « La transition vers un modèle d'organisation en réseau basé sur les branches régionales pourrait amener la direction de l'État islamique à fusionner avec Al-Qaïda, qui est elle aussi à la recherche de nouveaux moyens de renforcer ses effectifs et de mener des opérations terroristes » a indiqué Nikolai Patrouchev, secrétaire du Conseil de sécurité de la Russie, cité par l'agence de presse TASS. « Cela permettrait à ces deux organisations terroristes de contrôler plus efficacement les activités de leurs branches régionales et de leurs affiliés » a-t-il affirmé au cours d'une réunion des services de sécurité extérieurs et des agences de maintien de l'ordre à Moscou. L'État islamique a perdu une grande partie des territoires qu'elle occupait en Irak et en Syrie, mais reste avec Al-Qaïda et ses affiliés une grave menace, d'autant plus que les deux groupes terroristes sont actifs dans divers pays du Moyen-Orient et d'Afrique. Un certain nombre d'indices pointent en direction d'une convergence potentielle de l'État islamique et d'Al-Qaïda, a indiqué durant la réunion Alexander Bortnikov, directeur du Service fédéral de sécurité de la Russie (FSB). « Ces deux organisations terroristes internationales s'appuient sur des bases idéologiques similaires et sur des ressources humaines communes pour regarnir leurs effectifs » a-t-il déclaré. « En dépit des affrontements armés survenus entre Al-Qaïda et l'État islamique, de nombreux terroristes passent d'une organisation à l'autre, que ce soit par appât du gain, suite à une évolution du champ de bataille, ou pour diverses autres raisons » a-t-il expliqué. Selon M. Patrouchev, il existe à l'heure actuelle plus de 200 groupes terroristes à travers le monde, parmi lesquels l'État islamique et Al-Qaïda sont les plus importants. « L'inévitable défaite du terrorisme en Syrie et en Irak a par ailleurs conduit les mercenaires étrangers à quitter la région, soit pour retourner dans leur pays d'origine, soit pour recréer ailleurs de nouveaux foyers d'instabilité » a-t-il indiqué. « Les militants ont en outre changé de tactique, et rejoignent désormais des organisations radicales ou des bandes criminelles locales. Ils créent des groupuscules criminels au sein des communautés locales ou des diasporas un peu partout à travers le monde, où ils mettent en place des cellules dormantes, recrutent de nouveaux membres et accumulent des ressources financières » a-t-il déclaré.

(Radio Chine internationale, le 08-11-2018)

Les services de renseignement russe admettent la possibilité que les organisations terroristes Daesh et Al-Qaïda mettent en commun dans un avenir proche leurs ressources humaines et techniques, a indiqué le directeur du Service fédéral de sécurité (FSB), Alexandre Bortnikov. Plusieurs informations

recueillies par les services de renseignement russes laissent à penser que les groupes terroristes Daesh et Al-Qaïda pourraient prochainement ne plus former qu'une seule organisation, estime Alexandre Bortnikov, chef du FSB. « Nous estimons que la probable fusion des ressources des organisations terroristes internationales Al-Qaïda et Daesh sera un événement extrêmement grave et aura de lourdes conséquences. Nous avons des indices d'un possible rapprochement » a-t-il déclaré mercredi lors de la 17e réunion des chefs des services spéciaux, des agences de sécurité et des forces de l'ordre des pays étrangers partenaires du FSB russe. « Malgré les cas d'affrontements armés entre leurs organisations, les terroristes passent d'une structure à une autre, motivés par l'appât du gain, par les évolutions sur le champ de bataille et par d'autres raisons » affirme M. Bortnikov. « Dans un certain nombre de cas, les structures affiliées à Al-Qaïda et à Daesh utilisent des sources et des canaux communs pour obtenir des ressources matérielles, techniques et financières. Tout d'abord, il s'agit des marchés illicites d'armes ainsi que des services de recruteurs » a-t-il indiqué. Il a ajouté que la fusion des organisations terroristes se produisait également dans l'espace informatique où elles sont présentes pour recruter et diffuser l'idéologie d'un islam radical. « Il semble nécessaire de suivre de près les processus en cours afin d'éviter une éventuelle fusion de ces structures » a conclu M. Bortnikov. À son tour, le secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, le secrétaire du Conseil de sécurité de Russie, Nikolai Patrouchev, a déclaré que les terroristes s'orientaient vers un modèle d'activité en réseau reposant sur le travail des branches régionales ce qui pourrait pousser les dirigeants de Daesh à s'allier avec Al-Qaïda. M. Patrouchev a souligné qu'un tel rapprochement constituait une menace encore plus grande pour la sécurité internationale puisque ces deux groupes seraient en mesure de contrôler plus efficacement leurs activités dans leurs districts régionaux et celles de leurs structures affiliées.

(Radio Sputnik, le 08-11-2018)

Un ex-officier supérieur de l'armée autrichienne soupçonné d'espionnage au profit de la Russie...

Un ex-colonel des Forces armées autrichiennes est soupçonné d'espionnage pour la Russie, a annoncé ce vendredi le ministère autrichien de la Défense. Une enquête est ouverte quant à son implication présumée. Le ministère autrichien de la Défense a confirmé les informations sur l'ancien colonel des Forces armées autrichiennes, soupçonné d'espionnage en faveur de la Russie, est-il mentionné sur le compte *Twitter* de l'armée autrichienne. « Le Bureau du contre-espionnage militaire a révélé ce cas grâce à la coopération internationale. Depuis les années 1990, un officier retraité de l'armée autrichienne était engagé dans l'espionnage et transmettait des informations à la Russie. Une enquête est ouverte quant à son implication présumée » a indiqué sur *Twitter* le porte-parole du ministère autrichien de la Défense, Michael Bauer. Vienne demande à la Russie de fournir des informations transparentes sur cette affaire, a déclaré le chancelier autrichien Sebastian Kurz. L'ambassade de Russie n'a pas encore commenté ces informations. L'ambassadeur de Russie à Vienne a été convoqué par la ministre autrichienne des Affaires étrangères Karin Kneissl qui a annulé son déplacement à Moscou prévu début décembre suite à la polémique qui s'est enflammée autour de cette affaire. Plus tôt dans la journée, le journal autrichien *Kronen Zeitung* avait annoncé que l'ex-colonel aurait été déjà arrêté. Selon le média, il devait collecter des informations sur l'armée de l'air autrichienne, les systèmes d'artillerie, la crise migratoire, ainsi que des informations détaillées sur de nombreux militaires autrichiens de haut rang. Toutes les deux semaines, il aurait été en relation avec son contact russe, à savoir avec un homme appelé Youri.

(Radio Sputnik, le 09-11-2018)

Le chancelier autrichien Sebastian Kurz a annoncé hier qu'un colonel retraité de l'armée autrichienne est soupçonné d'espionnage pour le compte de la Russie et ce durant plusieurs décennies. Le chargé d'affaires de la Russie à Vienne a été convoqué par la ministre des Affaires étrangères qui a elle-même annulé un déplacement prévu à Moscou. C'est un ancien colonel de l'armée, aujourd'hui retraité que les autorités autrichiennes soupçonnent d'avoir été un espion russe durant plusieurs décennies. L'homme aurait commencé ses activités d'espionnage dans les années 1990, activités qu'il aurait poursuivies jusqu'à cette année.

(Radio Vatican, le 10-11-2018)

<http://twitter.com/renseignor>



Participation américaine et canadienne à l'exercice militaire biennal *Keen Sword* au large du Japon...

Des avions de combat américains ont sillonné samedi le Pacifique occidental alors que le porte-avions géant à propulsion nucléaire *USS Ronald Reagan* rejoignait les destroyers japonais et un navire de guerre canadien pour les plus grands jeux militaires de préparation au combat jamais organisés au Japon et aux alentours. Selon le rapport du journal *The Japan Times*, le Japon et les États-Unis ont mobilisé 57 000 marins pour l'exercice biennal baptisé *Keen Sword*, soit 11 000 de plus qu'en 2016, avec simulation de combats aériens et de défense antimissile balistique. Le contingent japonais de 47 000 membres représente un cinquième des forces armées du pays. « Nous sommes ici pour maintenir la stabilité et préserver notre capacité en cas de besoin. Des exercices comme *Keen Sword* sont exactement le genre de choses que nous devons faire » a déclaré l'amiral Karl Thomas, commandant du groupe de frappe aéronavale, lors d'un point de presse sur le porte-avions *USS Ronald Reagan*. Huit autres navires se sont joints au porte-avions pour participer à des exercices de lutte anti-sous-marine dans une démonstration de force dans des eaux où Washington et Tokyo craignent de plus en plus la militarisation par Pékin des îles contestées des Spratleys en mer de Chine méridionale. « L'alliance américano-japonaise est essentielle à la stabilité de cette région et de l'ensemble de l'Indo-Pacifique » a déclaré le contre-amiral Hiroshi Egawa, commandant du contingent japonais, à bord du *USS Ronald Reagan*. Un ravitailleur de la marine canadienne participe également à *Keen Sword*, aux côtés de la frégate qui a navigué avec le *Reagan* samedi.
(Press TV, le 05-11-2018)

Deux systèmes de missiles iraniens testés lors des exercices militaires *Velayat*...

Des unités de la défense antiaérienne iranienne ont testé deux systèmes de missiles de conception domestique lundi au cours d'un exercice, a rapporté l'agence de presse *Tasnim*. L'un d'entre eux était le système *Talash (Endeavor)*, capable de toucher des cibles à moyenne et haute altitude. Le système *Talash* est équipé d'un radar de contrôle de tir de conception iranienne appelé *Ofoq (Horizon)*. Il est capable d'intercepter des cibles à haute altitude jusqu'à une distance de 150 km. Au cours d'une autre opération organisée dans le cadre du même exercice, le système de missiles antiaériens *Khordad III* a également été testé pour abattre une réplique d'appareil ennemi en vol. *Khordad III* bénéficie de technologies de pointe conçues pour un contexte de guerre électronique. Il peut intercepter quatre cibles et tirer jusqu'à huit missiles en même temps, avec une portée maximale de 50 km. Lundi, l'armée iranienne et le Corps des gardiens de la révolution islamique ont procédé à un exercice de défense antiaérienne conjoint. L'exercice, intitulé *Velayat*, s'est tenu dans une zone de près d'un demi-million de kilomètres carrés couvrant le nord, le centre et l'ouest de l'Iran.
(Radio Chine internationale, le 06-11-2018)

Manœuvres navales franco-égyptiennes en mer Méditerranée...

Les forces navales égyptiennes et françaises ont mené des exercices militaires conjoints en mer Méditerranée mardi, a rapporté un porte-parole militaire égyptien dans un communiqué. « Les activités de formation comprenaient la mise en œuvre d'un scénario réaliste consistant à répondre aux défis pour la sécurité maritime, à combattre le terrorisme et à protéger des cibles maritimes essentielles telles que les plateformes pétrolières et gazières contre des menaces inhabituelles » a déclaré le porte-parole de l'armée égyptienne, Tamer Al-Refaie. Ces manœuvres navales conjointes intégraient également une formation pour contrer les navires rapides ennemis, selon le communiqué. « Ces manœuvres navales ont compris l'exécution de formations navales, la prévention d'attaques aériennes et la protection d'une cargaison importante » a détaillé M. Refaie.
(Radio Chine internationale, le 07-11-2018)

Début des exercices militaires internationaux *Arab Shield 1* dans la base égyptienne de Mohamed Naguib...

Dimanche, les forces égyptiennes ont débuté les exercices conjoints *Arab Shield 1* avec des forces d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, de Bahreïn, du Koweït et de Jordanie à la base militaire égyptienne de Mohamed Naguib dans la province de Matrouh en bordure de la Méditerranée, qui est la plus grande base militaire du Moyen-Orient et d'Afrique.
(Radio Chine internationale, le 07-11-2018)

En Corée du Nord, le démantèlement d'une base de lancement de satellites aurait été suspendu depuis trois mois...

La Corée du Nord aurait suspendu, depuis trois mois, ses opérations de démantèlement de la base de lancement de satellites de Donchang-ri, dans la province de Pyeongan du Nord, située au nord-ouest de la péninsule. C'est du moins l'analyse de *38 North*. Le site web américain spécialisé dans le pays communiste a expliqué qu'aucune activité supplémentaire de démolition du pas de tir ou du stand utilisé pour les tests d'éjection n'avait été détectée sur les images satellites prises le 31 octobre. La dernière opération de ce type remonte au 3 août dernier. Mais *38 North* a ajouté que des activités de moindre importance se poursuivaient sur place, au vu des mouvements continus de véhicules autour d'un bâtiment administratif du site. Pour rappel, le leader nord-coréen Kim Jong-un avait promis de détruire le site en question dans la déclaration conjointe de P'yongyang, proclamée à l'issue de sa 3e rencontre avec le président sud-coréen Moon Jae-in en septembre dernier.
(KBS World Radio, le 09-11-2018)

... RESEAUX SOCIAUX ...

Plusieurs dizaines de comptes soupçonnés d'être liés à des entités étrangères fermés par Facebook...

À la veille des élections américaines de mi-mandat, *Facebook* a bloqué plus de 100 comptes qui auraient possiblement des liens avec l'étranger. Le méga réseau social a annoncé lundi qu'il a bloqué 115 comptes - 30 sur *Facebook* et 85 sur *Instagram* - après que les autorités américaines ont signalé la possibilité d'ingérences systématiques par des entités étrangères. Les publications sur *Instagram* étaient presque toutes en anglais, et celles sur *Facebook* étaient en français et en russe. *Facebook* a expliqué qu'à la veille d'importantes élections aux États-Unis, la compagnie voulait faire connaître aux gens les actions qu'elle a menées et les faits qu'elle a appris jusqu'à maintenant.
(Radio Japon international, le 06-11-2018)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67